

QUESTIONNAIRE IN PREPARATION OF THE SEMINAR ON PARENTAL RIGHTS IN EDUCATION

How does the law, in light of constitutional principles, regulate the legal relationship between school authorities and parents on the following points in the European member states:

Topic 1 primarily examines how the law regulates the legal relationship between school authorities and parents on school choice and admission?

- Can a school for primary or secondary education ask parents to pay fees?
- Can a school refuse parents to register their child? On what grounds?
- Can a child disagree with a parental decision on school choice and be heard to seek governmental review of a parental decision (right of the child to be heard)?
- Can denominational schools established by parents be legally enforced to teach "alternative worldviews"?
- Are parents prevented from homeschooling their children?

Topic 2 examines how the law regulates the legal relationship between school authorities and parents on the school project?

- What does the school's duty in loco parentis – to stand in the parent's place – essentially mean? Is it interpreted that the rights of parents over their children end at the school door?
- What rights do pupils and parents have over their children?

Topic 3 examines how the law regulates the legal relationship between school authorities and parents on the exercise of fundamental rights within the school?

- What are the limitations on the freedom of expression in school, can pupils express worldviews of parents in schools?
- How is in educational environments the respect for the private life of parents regulated?

Topic 4 examines how the law regulates the legal relationship between school authorities and parents on the application of disciplinary measures/ questioning of pupils?

- What rights do parents have in discipline procedures against their child? Is parental notification part of student discipline procedures?
- Can a child be interrogated by school officials and coerced to give a confession for noncriminal offenses without notification to the pupils and parents that an interrogation is taking place?

Topic 5 examines how the law regulates the legal relationship between school authorities and parents on curriculum development?

- Can parents choose which religious instruction their child should follow in school? Or do parents only have the authority to give their children advice about religion?
- Can parents opt their children out of religious instruction?
- Can parents opt their children out of sex education?
- Do pupils have the right to reproductive health information and services, including abortions, without parental knowledge or consent?

Topic 6 examines how the law regulates the legal relationship between school authorities and parents on the quality of education?

- What legal procedures exist for the parents to submit a complaint for failure in provision of quality education to their child?
- What is the responsibility of the school towards parents in case of failure to provide quality education?

Topic 7 examines how the law regulates the legal relationship between school authorities and parents on the evaluation of educational performances?

- What legal procedures exist for parents to submit a complaint against the evaluation of educational performances of their child?

Concluding topic: What are special difficulties within the present legal norms of educational relations in the member states?

LES DROITS PARENTAUX DANS L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE

Recherche comparative et thèmes du symposium

Comment la loi, compte tenu des principes constitutionnels, régule-t-elle la relation juridique entre les autorités scolaires et les parents, dans les Etats membres de l'UE, sur les points suivants ?

Le **Thème 1** examine principalement comment la loi régule la relation juridique entre les autorités scolaires et les parents en ce qui concerne le choix de l'école et l'admission :

- Une école d'enseignement primaire ou secondaire peut-elle demander des frais de scolarités aux parents ?
- Une école peut-elle refuser aux parents l'inscription de leur enfant ? Sur quelle base ?
- Un enfant peut-il être en désaccord avec une décision parentale sur le choix d'une école et être entendu pour demander la révision gouvernementale de la décision parentale (droit de l'enfant à être entendu) ?
- Les écoles confessionnelles établies par des parents peuvent-elles être légalement obligées d'enseigner des « visions du monde alternatives » ?
- La scolarisation à domicile des enfants est-elle interdite aux parents ?

Le **Thème 2** examine comment la loi régule la relation juridique entre les autorités scolaires et les parents en ce qui concerne le projet de l'école :

- Que signifie essentiellement le devoir de l'école *in loco parentis* – se mettre à la place des parents ? Doit-on l'interpréter en ce sens que les droits des parents sur leurs enfants s'arrêtent à la porte de l'école ?
- Quels droits les élèves ont-ils et quels droits les parents ont-ils sur leurs enfants ?

Le **Thème 3** examine comment la loi régule la relation juridique entre les autorités scolaires et les parents concernant l'exercice des droits fondamentaux au sein de l'école :

- Quelle est la limite de la liberté d'expression à l'école, les élèves peuvent-ils exprimer la vision du monde de leurs parents à l'école ?
- Comment, dans le milieu éducatif, le respect de la vie privée des parents est-il observé ?

Le **Thème 4** examine comment la loi régule la relation juridique entre les autorités scolaires et les parents concernant l'application des mesures disciplinaires/interrogatoire des élèves :

- Quels droits les parents ont-ils concernant les procédures disciplinaires contre leur enfant ? L'avis parental fait-il partie des procédures de discipline ?
- Un enfant peut-il être interrogé par des responsables scolaires et obligé de confesser des délits non-criminels sans qu'une notification de l'interrogatoire ait été donnée aux élèves et aux parents ?

Le **Thème 5** examine comment la loi régule la relation juridique entre les autorités scolaires et les parents concernant le développement du curriculum :

- Les parents peuvent-ils choisir quelle instruction religieuse leur enfant doit recevoir à l'école ? Ou les parents ont-ils seulement l'autorité de donner un conseil à leurs enfants au sujet de la religion ?
- Les parents peuvent-ils soustraire leur enfant à l'instruction religieuse ?
- Les parents peuvent-ils soustraire leur enfant à l'éducation sexuelle ?
- Les élèves ont-ils le droit à l'information et aux services sur la santé génésique, y compris l'avortement, sans que les parents le sachent ou y consentent ?

Le **Thème 6** examine comment la loi régule la relation juridique entre les autorités scolaires et les parents concernant la qualité de l'enseignement :

- Quelle procédure s'offre aux parents pour soumettre une plainte pour manque de qualité d'enseignement à leur enfant ?
- Quelle est la responsabilité de l'école envers les parents en cas de manque de qualité d'enseignement ?

Le **Thème 7** examine comment la loi régule la relation juridique entre les autorités scolaires et les parents concernant l'évaluation des performances éducatives :

- Quelle procédure s'offre aux parents pour soumettre une plainte contre l'évaluation des performances éducatives de leur enfant ?

Thème de conclusion : quelles sont les difficultés spéciales dans les normes juridiques actuelles en matière de relations éducatives dans les Etats membres ?